

Conférence n°3 : Les rapports entre l'ordre juridique interne et les ordres juridiques international et communautaire

Documents

1. R. ABRAHAM, « L'articulation du droit interne et du droit international », in G. CAHIN, F. POIRAT, S. SZUREK (dir.), *La France et le droit international*, Paris, Pedone, 2007, pp. 257- 278 (extraits)
2. CPJI, Avis consultatif du 4 février 1932, *Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig*, Série A/B, n°44, p. 24 (extraits)
3. CPJI, Arrêt du 25 mai 1926, *Affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond)*, Série A, n°7, p. 19 (extraits)
4. Convention CIRDI du 14 octobre 1966 – Article 42.1 (extraits)
5. Conseil Constitutionnel, 22 janvier 1999, Décision n° 98-408 DC, *Traité portant statut de la Cour pénale internationale* (extraits)
6. Conseil d'Etat, 30 octobre 1998, « *Sarran Levacher et autres* » (extraits)
7. Cour de cassation, Assemblée plénière, 2 juin 2000, « *Mlle Pauline Fraisse* » (extraits)
8. Conseil d'Etat, 28 juillet 2000, « *Paulin* » (extraits)
9. Cour de Cassation, 1^{ère} Ch. Civile, 25 avril 2006, « *Société Dumez* » (extraits)
10. Conseil Constitutionnel, 20 décembre 2007, Décision 2007-560 DC, *Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne* (extraits)
11. Conseil d'Etat Ass., 8 février 2007, « *Société Arcelor* » (extraits)

Bibliographie

- R. ABRAHAM, « Les normes du droit communautaire et du droit international devant le juge administratif français », in SFDI, *Droit international et droit communautaire, perspectives actuelles*, 2000, pp. 283-293.
- D. ALLAND, « Le juge français et le droit d'origine internationale », in *Droit international et droit interne dans la jurisprudence comparée du Conseil Constitutionnel et du Conseil d'Etat*, Paris, LGDJ, 2001, pp. 47-59.
- A. CASSESE, « Modern Constitutions and International Law », *RCADI*, 1985-III, vol. 192, pp. 331-476.
- P. DAILLIER, « Monisme et dualisme : un débat dépassé ? », in R. BEN ACHOUR (dir.), *Droit international et droits internes, développements récents*, Pedone, 1999, pp. 1-21.
- J. DEHAUSSY, « La Constitution, les traités et les lois : à propos de la nouvelle jurisprudence du Conseil d'Etat sur les traités », *JDI*, 1999, pp. 675-706.
- B. DE WITTE, « Retour à Costa : la primauté du droit communautaire à la lumière du droit international », *RTDE*, 1984, pp. 425-454.
- B. GENEVOIS, « Le Conseil constitutionnel et le droit communautaire dérivé », *RFDA*, 2004, p. 660
- J. HOSTERT, « Droit international et droit interne dans la convention de Vienne du 23 mai 1969 », *AFDI*, 1969, pp. 92-121.
- H. KELSEN, « Les rapports de système entre le droit international et le droit interne », *RCADI*, 1926-IV, pp. 231-329.
- P. LLOPIS, « La place du droit international dans la jurisprudence récente de la Cour Suprême des Etats-Unis », *RGDIP*, 2005, pp. 609-641.
- ONDOUA, « La Cour de cassation et la place respective de la Constitution et des traités dans la hiérarchie des normes », *RGDIP*, 2000, pp. 985-1002.
- F.M. PALOMBINO, « Les arrêts de la Cour internationale de justice devant le juge interne », *AFDI*, 2005, pp. 121-139.
- PELLET, « Les fondements juridiques internationaux du droit communautaire », *Collected Courses of the Academy of European Law*, vol. V, Tome 2, 1997, pp. 193-271 ; « Vous avez dit 'monisme'? – Quelques banalités de bon sens sur l'impossibilité du prétendu monisme constitutionnel à la française », *L'architecture du droit – Mélanges en l'honneur de Michel Troper*, Economica, Paris, 2006, pp. 827-857.
- F. POIRAT, « Réception du droit international et primauté du droit interne : histoire de dualismes », *RGDIP*, 2000, pp. 811-824.
- J. RIDEAU, « Constitution et droit international dans les Etats membres des Communautés européennes. Situation dans les Etats membres autres que la France », *RFDC*, 1990, pp. 425-454.
- D. SIMON, « Les fondements de l'autonomie du droit communautaire », in SFDI, *Colloque de Bordeaux, Droit international et droit communautaire : perspectives actuelles*, Pedone, 2000, pp. 207-249.
- M. VIRALLY, « Sur un pont aux ânes : les rapports entre le droit international et les droits internes », *Mélanges offerts à Henri Rollin. Problèmes de droit des gens*, Paris, Pedone, 1964, pp. 488-505.

Ordre du jour

Monisme ; dualisme ; pluralisme ; primauté ; applicabilité directe ; normes internationales conventionnelles ; normes internationales non-conventionnelles ; normes communautaires.

- Le statut des normes nationales dans l'ordre juridique international.
- La problématique de l'applicabilité directe des normes internationales dans les ordres juridiques nationaux.
- L'applicabilité et la position hiérarchique des normes internationales dans l'ordre juridique français.

Sujets d'exposé

- La spécificité du droit communautaire par rapport au droit international, dans l'ordre juridique des Etats membres de l'Union Européenne
- Comparer l'ordre juridique français avec l'ordre juridique national *de votre choix* relativement aux rapports qu'ils entretiennent avec les ordres juridiques international et communautaire.

* *

1) R. ABRAHAM, « L'articulation du droit interne et du droit international », (extraits)

Le droit national ne crée ni droit ni obligation dans les rapports entre les sujets de droit international pour la simple raison, facile à comprendre, que les normes qu'un État se donne à lui-même ne sont pas opposables à un autre État : ni la loi, ni la constitution, ni les règlements, aucune norme de droit interne n'est susceptible de créer des droits ou des obligations dans les rapports entre des sujets de droit international, donc dans l'ordre juridique international. C'est ce que signifie la formule, un peu déconcertante, selon laquelle dans l'ordre international ou au regard international, le droit national n'est pas du droit, mais du fait. [...]

Mais encore faut-il préciser d'entrée de jeu que la question [des effets juridiques des normes internationales dans l'ordre interne français] est résolue par des règles et de principes de droit national, et spécialement des règles et principes de valeur constitutionnelle. [...] Naturellement, parler de « droit constitutionnel » est une simplification excessive, car s'il y a bien sûr des règles de valeur constitutionnelle, elles sont précisées, complétées par la jurisprudence administrative et judiciaire ; ce sont des règles qui relèvent très largement du droit administratif et du droit judiciaire.

L'article 55 [de la Constitution] dispose que les traités et accords ont dès leur publication une autorité supérieure à celle des lois, ce qui suppose qu'ils sont invocables devant les tribunaux français.

C'est ce que l'on désigne parfois comme l'adhésion du système constitutionnel français au « monisme », par opposition au système juridique qui existe dans certains autres pays, par exemple le Royaume-Uni, dit « dualiste » dans lequel les traités internationaux ne font pas normalement partie de l'ordre juridique national, et où on ne peut pas les invoquer devant les tribunaux, sauf s'ils ont été spécialement incorporés à l'ordre interne par un acte particulier, le plus souvent un acte législatif intégrant tel ou tel traité international à l'ordre juridique national. En France, au contraire, les traités et accords font partie en principe de l'ordre juridique national sans qu'il soit besoin d'un acte particulier d'incorporation. On raisonne ici dans le cadre des définitions probablement approximatives du monisme et du dualisme mais habituellement reçues à des fins de simplification pédagogique. Si on désigne par monistes les systèmes juridiques qui reposent sur des règles constitutionnelles d'articulation des traités internationaux et du droit national telles que les traités

internationaux s'appliquent par eux-mêmes à certaines conditions et l'emportent sur le droit national, la Constitution française est moniste. Si le monisme désigne une théorie générale du droit dans laquelle le droit international, par lui-même,

l'emporte nécessairement sur le droit interne et produit nécessairement des effets dans l'ordre juridique interne, alors dans ce sens, aucun Etat n'est moniste, et il n'y a pas de monisme dans le droit positif : en cet autre sens, c'est une théorie qui ne correspond pas à une réalité pratique et le concept même de système constitutionnel moniste n'a pas de sens, car les effets juridiques des traités dans l'ordre interne seraient censées ne pas procéder de la Constitution. Dans le cadre des définitions admises, la France est donc bien un pays moniste, dans le cadre d'une autre définition il en irait tout autrement, car, à l'évidence, le système juridique français et la jurisprudence des juridictions françaises ne procèdent pas de l'idée que le droit international, par lui-même et en quelque sorte de sa propre autorité, déploierait des effets quelconques dans l'ordre interne et en particulier des effets de primauté par rapport au droit national. A cet égard, le droit communautaire est, lui, à la croisée des chemins puisqu'il prétend exercer de tels effets de sa propre autorité et sans qu'il soit subordonné aux dispositions constitutionnelles des différents États. Mais on peut alors se demander si le droit communautaire n'est pas davantage dans cette optique un droit fédéral ou un droit fédéral en cours d'élaboration plutôt qu'un droit de caractère véritablement international. Par pure commodité donc, on désigne les systèmes juridiques "à la française" comme des systèmes monistes, par opposition aux systèmes juridiques "à la britannique" qui sont désignés comme dualistes. Les uns comme les autres sont compatibles avec le droit international car celui-ci n'impose aux Etats ni l'adhésion au monisme ni l'adhésion au dualisme

2) CPJI, avis consultatif du 4 février 1932, *Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig* (extraits)

Le caractère particulier de la Constitution de Dantzig, ainsi qu'il a été dit plus haut, n'affecte que les relations entre la Ville libre et la Société des Nations. Une violation ou une mauvaise application de la Constitution par Dantzig est donc, dans le domaine international, exclusivement affaire entre la Société des Nations, en sa qualité de garante et Dantzig. Vis-à-vis de la Pologne, la Constitution de Dantzig, malgré ses particularités, est et demeure la Constitution d'un État étranger. Les griefs que pourrait faire valoir la Pologne contre la Ville libre, du chef de l'application par celle-ci de sa Constitution comme telle, ne pourraient donc donner lieu entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, à

des différends touchant aux relations de la Pologne et de la Ville libre, au sens de l'article 39 de la Convention de Paris ; des différends qui seraient soumis au Haut-Commissaire dans ces conditions, ne pourraient par conséquent être retenus par lui.

Il faut observer, cependant, que si, d'une part, d'après les principes généralement admis, un État ne peut vis-à-vis d'un autre État, se prévaloir des dispositions constitutionnelles de ce dernier, mais seulement du droit international et des engagements internationaux valablement contractés, d'autre part et inversement, un État ne saurait invoquer vis-à-vis d'un autre État sa propre Constitution pour se soustraire aux obligations que lui imposent le droit international ou les traités, en vigueur. L'application de ces principes au cas dont il s'agit a pour effet que la question du traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise doit être résolue exclusivement sur la base des règles du droit international et des dispositions conventionnelles en vigueur entre la Pologne et Dantzig. L'application de la Constitution de la Ville libre peut cependant avoir pour résultat la violation d'une obligation internationale de Dantzig envers la Pologne découlant soit de stipulations conventionnelles, soit du droit international commun ; par exemple, en cas de déni de justice, tel que ce terme est généralement compris dans la pratique des États. La Cour s'en réfère à cet égard à son Avis consultatif n° 15.

3) CPJI, arrêt du 25 mai 1926, *Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise* (extraits)

L'article 39 du Statut, invoqué par la Pologne, n'exclut pas les jugements purement déclaratoires. Son but est seulement d'éviter que des principes juridiques admis par la Cour dans une affaire déterminée, soient obligatoires pour d'autres États ou d'autres litiges. Il y a lieu, par contre, de rappeler que la possibilité de jugements ayant un effet purement déclaratif est prévue, à part l'article 36 déjà mentionné, à l'article 63 du Statut. On pourrait se demander si une difficulté ne surgit pas du fait que la Cour devrait s'occuper de la loi polonaise du 14 juillet 1920. Tel ne semble cependant pas être le cas. Au regard du droit international et de la Cour qui en est l'organe, les lois nationales sont de simples faits, manifestations de la volonté et de l'activité des États, au même titre que les décisions judiciaires ou les mesures administratives. La Cour n'est certainement pas appelée à interpréter la loi polonaise comme telle ; mais rien ne s'oppose à ce qu'elle se prononce sur la question de savoir si, en appliquant ladite loi, la Pologne agit ou non en conformité avec les obligations que la Convention de Genève lui impose envers l'Allemagne. Pour les considérations qui précèdent la Cour retient la conclusion allemande n° I pour statuer au fond.

4) Convention CIRDI du 14 octobre 1966 (extraits)

Article 42. 1 : « Le Tribunal statue sur le différend conformément aux règles de droit adoptées par les parties. Faute d'accord entre les parties, le Tribunal applique le droit de l'Etat contractant partie au différend—y compris les règles relatives aux conflits de lois—ainsi que les principes de droit international en la matière. »

5) Conseil Constitutionnel, 22 janvier 1999, *Traité portant statut de la Cour pénale internationale* (extraits)

Sur les normes de référence applicables

Considérant que le peuple français a, par le préambule de la Constitution de 1958, proclamé solennellement « son attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946 » ; qu'il ressort, par ailleurs, du préambule de la Constitution de 1946 que la sauvegarde de la dignité de la personne humaine contre toute forme d'asservissement et de dégradation est un principe de valeur constitutionnelle ;

Considérant que, dans son article 3, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen énonce que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation » ; que l'article 3 de la Constitution de 1958 dispose, dans son premier alinéa, que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » ;

Considérant que le préambule de la Constitution de 1946 proclame, dans son quatorzième alinéa, que la République française se « conforme aux règles du droit public international » et, dans son quinzième alinéa que « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix » ;

Considérant que, dans son article 53, la Constitution de 1958 consacre, comme le faisait l'article 27 de la Constitution de 1946, l'existence de « traités ou accords relatifs à l'organisation internationale » ; qu'en vertu de l'article 55 de la Constitution de 1958 : « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie » ;

Considérant qu'il résulte de ces textes de valeur constitutionnelle que le respect de la souveraineté nationale ne fait pas obstacle à ce que, sur le fondement des dispositions précitées du préambule de la Constitution de 1946, la France puisse conclure des engagements internationaux en vue de favoriser la paix et la sécurité du monde et d'assurer le respect des principes généraux du droit public international ; que les engagements souscrits à cette fin peuvent en particulier prévoir la création d'une juridiction internationale permanente destinée à protéger les droits fondamentaux appartenant à toute personne humaine, en sanctionnant les atteintes les plus graves qui leur seraient portées, et compétente pour juger les responsables de crimes d'une gravité telle qu'ils touchent l'ensemble de la communauté internationale : qu'en égard à cet objet, les obligations nées de tels engagements s'imposent à chacun des Etats parties

indépendamment des conditions de leur exécution par les autres États parties : qu'ainsi la réserve de réciprocité mentionnée à l'article 55 de la Constitution n'a pas lieu de s'appliquer ;

Considérant toutefois, qu'au cas où ces engagements contiennent une clause contraire à la Constitution, mettant en cause les droits et libertés constitutionnellement garantis ou portant atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale, l'autorisation de les ratifier appelle une révision constitutionnelle ;

Considérant que c'est au regard de ces principes qu'il revient au Conseil constitutionnel de procéder à l'examen du traité portant statut de la Cour pénale internationale signé à Rome le 18 juillet 1998 [...].

6) Conseil d'Etat, 30 octobre 1998, *Sarran, Levacher et autres* (extraits)

Considérant que si l'article 55 de la Constitution dispose que "les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie", la suprématie ainsi conférée aux engagements internationaux ne s'applique pas, dans l'ordre interne, aux dispositions de nature constitutionnelle ; qu'ainsi, le moyen tiré de ce que le décret attaqué, en ce qu'il méconnaîtrait les stipulations d'engagements internationaux régulièrement introduits dans l'ordre interne, serait par là même contraire à l'article 55 de la Constitution, ne peut lui aussi qu'être écarté ;

Considérant que si les requérants invitent le Conseil d'Etat à faire prévaloir les stipulations des articles 2, 25 et 26 du pacte des Nations unies sur les droits civils et politiques, de l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 3 du protocole additionnel n° 1 à cette convention, sur les dispositions de l'article 2 de la loi du 9 novembre 1988, un tel moyen ne peut qu'être écarté dès lors que par l'effet du renvoi opéré par l'article 76 de la Constitution aux dispositions dudit article 2, ces dernières ont elles-mêmes valeur constitutionnelle [...].

7) Cour de cassation, Assemblée plénière, 2 juin 2000, *Mlle Pauline Fraisse* (extraits)

Sur les deuxième et troisième moyens réunis :

Attendu, ensuite, que l'article 188 de la loi organique du 19 mars 1999 a valeur constitutionnelle en ce que, déterminant les conditions de participation à l'élection du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie et prévoyant la nécessité de justifier d'un domicile dans ce territoire depuis dix ans à la date du scrutin, il reprend les termes du paragraphe 2.2.1 des orientations de l'accord de Nouméa, qui a lui-même valeur constitutionnelle en vertu de l'article 77 de la Constitution ; que la suprématie conférée aux engagements internationaux ne s'appliquant pas dans l'ordre interne aux dispositions de valeur constitutionnelle, le moyen tiré de ce que les dispositions de l'article 188 de la loi organique seraient contraires au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales doit être écarté [...].

8) Conseil d'Etat, 28 juillet 2000, *Paulin* (extraits)

Considérant, enfin, qu'aux termes de l'article 55 de la Constitution de la République française : "Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie" ; que ni cet article ni aucune autre disposition de valeur constitutionnelle ne prescrit ni n'implique que le juge administratif fasse prévaloir la coutume internationale ou même un principe général de droit international sur la loi en cas de conflit entre d'une part, ces normes internationales et d'autre part, la norme législative interne ; qu'ainsi, en écartant comme inopérant le moyen tiré par M. X... de la contrariété qui existerait entre, d'un côté la loi fiscale française et, d'un autre côté, les règles coutumières et les principes de droit international, la cour administrative d'appel de Lyon n'a pas davantage commis d'erreur de droit [...].

9) Cour de Cassation, 1^{ère} Ch. Civile, 25 avril 2006, « *Société Dumez* »

LA COUR DE CASSATION, PREMIERE CHAMBRE CIVILE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le moyen unique, pris en ses deuxième et troisième branches :

Vu l'article 55 de la Constitution du 4 octobre 1958, ensemble les principes régissant les immunités de juridiction et d'exécution et l'article 3 du Code civil ;

Attendu que si les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies s'imposent aux Etats membres, elles n'ont, en France, pas d'effet direct tant que les prescriptions qu'elles édictent n'ont pas, en droit interne, été rendues obligatoires ou transposées ; qu'à défaut, elles peuvent être prises en considération par le juge en tant que fait juridique ;

Attendu que l'Etat irakien ayant été condamné à payer à la société Dumez GTM, aux droits de laquelle vient la société Vinci, le prix de travaux, cette société a demandé la validation de saisies-arrêts qu'elle avait fait pratiquer en 1992 sur les fonds détenus en France, pour le compte de l'Irak, par différents établissements bancaires dont la Banque centrale d'Irak ;

Attendu que pour juger que l'Etat irakien ne pouvait pas se prévaloir de son immunité d'exécution, l'arrêt attaqué, rendu après cassation (1^{re} chambre civile, 15 juillet 1999, B I n° 241), retient, d'une part, que, dès lors que le Conseil de Sécurité agit pour le maintien de la paix ou son rétablissement dans le cadre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ses résolutions, qui ont à la fois une fonction normative et coercitive, s'imposent aux juges des Etats

membres, dont la France, comme possédant une autorité dérivée du traité constitutif des Nations Unies, et, d'autre part, que le Conseil de Sécurité, en enjoignant à l'Irak d'exécuter ses obligations, a, à titre punitif, affecté substantiellement la souveraineté de cet Etat en le privant de la possibilité d'invoquer le bénéfice d'une immunité d'exécution d'origine tant coutumière que conventionnelle à l'égard de ses dettes ;

Attendu qu'en donnant un effet direct et en interprétant ainsi les articles 16 et 17 de cette résolution 687 du Conseil de Sécurité du 3 avril 1991 comme l'arrêt l'a fait, alors, d'une part, que cette décision n'avait pas fait l'objet de mesures de transposition en droit interne, alors, d'autre part, qu'en exigeant de cet Etat d'honorer scrupuleusement toutes ses obligations au titre du remboursement de sa dette extérieure, cette résolution, par laquelle les Etats membres réaffirmaient aussi leur engagement en faveur de la souveraineté de l'Irak, ne privait pas cet Etat de ses immunités, et, alors, enfin, que l'acceptation par l'Etat irakien de cette résolution ne saurait constituer pour lui une renonciation non équivoque à leur bénéfice, la cour d'appel a violé les principes et le texte susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres branches :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 20 février 2002, entre les parties, par la cour d'appel de Paris

10) Conseil Constit., 20 décembre 2007, *Traité de Lisbonne modifiant le traité UE et le traité CE* (extraits)

Sur les normes de référence

3. Considérant que, par le préambule de la Constitution de 1958, le peuple français a proclamé solennellement « son attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946 » ;

4. Considérant que, dans son article 3, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen énonce que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation » ; que l'article 3 de la Constitution de 1958 dispose, dans son premier alinéa, que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » ;

5. Considérant que le préambule de la Constitution de 1946 proclame, dans son quatorzième alinéa, que la République française se « conforme aux règles du droit public international » et, dans son quinzième alinéa, que « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix » ;

6. Considérant que, dans son article 53, la Constitution de 1958 consacre, comme le faisait l'article 27 de la Constitution de 1946, l'existence de « traités ou accords relatifs à l'organisation internationale » ; que ces traités ou accords ne peuvent être ratifiés ou approuvés par le Président de la République qu'en vertu d'une loi ;

7. Considérant que les conditions dans lesquelles la République française participe aux Communautés européennes et à l'Union européenne sont fixées par les dispositions en vigueur du titre XV de la Constitution, hormis celles du second alinéa de l'article 88-1 qui est relatif au traité établissant une Constitution pour l'Europe, lequel n'a pas été ratifié ; qu'aux

termes du premier alinéa de l'article 88-1 de la Constitution : « La République participe aux Communautés européennes et à l'Union européenne, constituées d'Etats qui ont choisi librement, en vertu des traités qui les ont instituées, d'exercer en commun certaines de leurs compétences » ; que le constituant a ainsi consacré l'existence d'un ordre juridique communautaire intégré à l'ordre juridique interne et distinct de l'ordre juridique international ;

8. Considérant que, tout en confirmant la place de la Constitution au sommet de l'ordre juridique interne, ces dispositions constitutionnelles permettent à la France de participer à la création et au développement d'une organisation européenne permanente, dotée de la personnalité juridique et investie de pouvoirs de décision par l'effet de transferts de compétences consentis par les Etats membres ;

9. Considérant, toutefois, que, lorsque des engagements souscrits à cette fin contiennent une clause contraire à la Constitution, remettent en cause les droits et libertés constitutionnellement garantis ou portent atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale, l'autorisation de les ratifier appelle une révision constitutionnelle

11) Conseil d'Etat Ass., 8 février 2007, « *Société Arcelor* » (extraits)

Considérant que si, aux termes de l'article 55 de la Constitution, les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie, la suprématie ainsi conférée aux engagements internationaux ne saurait s'imposer, dans l'ordre interne, aux principes et dispositions à valeur constitutionnelle ; qu'en égard aux dispositions de l'article 88-1 de la Constitution, selon lesquelles la République participe aux Communautés européennes et à l'Union européenne, constituées d'Etats qui ont choisi librement, en vertu des traités qui les ont instituées, d'exercer en commun certaines de leurs compétences, dont découle une obligation constitutionnelle de transposition des directives, le contrôle de constitutionnalité des actes réglementaires assurant directement cette transposition est appelé à s'exercer selon des modalités particulières dans le cas où sont transposées des dispositions précises et inconditionnelles ; qu'alors, si le contrôle des règles de compétence et de procédure ne se trouve pas affecté, il appartient au juge administratif, saisi d'un moyen tiré de la méconnaissance d'une disposition ou d'un principe de valeur constitutionnelle, de rechercher s'il existe une règle ou un principe général du droit communautaire qui, eu égard à sa nature et à sa portée, tel qu'il est interprété en l'état actuel de la jurisprudence du juge communautaire, garantit par son application l'effectivité du respect de la disposition ou du principe constitutionnel invoqué ; que,

dans l'affirmative, il y a lieu pour le juge administratif, afin de s'assurer de la constitutionnalité du décret, de rechercher si la directive que ce décret transpose est conforme à cette règle ou à ce principe général du droit communautaire ; qu'il lui revient, en l'absence de difficulté sérieuse, d'écarter le moyen invoqué, ou, dans le cas contraire, de saisir la Cour de justice des Communautés européennes d'une question préjudicielle, dans les conditions prévues par l'article 234 du Traité instituant la Communauté européenne ; qu'en revanche, s'il n'existe pas de règle ou de principe général du droit communautaire garantissant l'effectivité du respect de la disposition ou du principe constitutionnel invoqué, il revient au juge administratif d'examiner directement la constitutionnalité des dispositions réglementaires contestées [...]